

Secrétariat fédéral au lien avec l'action municipale

Conseil de Paris des 14 et 15 décembre 2009

Un budget toujours plus solidaire adopté pour 2010

Le débat sur le budget de la collectivité parisienne pour 2010 (7,4 milliards d'euros) était particulièrement attendu. Attendu par la droite bien sûr mais aussi par nos partenaires du groupe Les Verts : les uns sur les impôts, les autres sur la part du budget consacrée au développement durable. En réalité, de quoi s'agissait-il ? Tout simplement de permettre aux classes moyennes et aux Parisiens les plus modestes de faire face à la crise. Tout ceci dans un contexte de chute des recettes pour la Ville liées à la chute des droits de mutation immobiliers et au désengagement sans fin de l'Etat (385 millions d'euros dûs aux parisiens fin 2009), et enfin préparer Paris à l'« après crise ». En somme, les socialistes de Paris voulaient répondre aux difficultés des parisiens.

Aider d'abord les Parisiens à faire face à la crise : 6.000 nouveaux logements sociaux seront financés en 2010 (72% des Parisiens sont éligibles au parc social de la Ville), le dispositif Paris Logement (de 110 euros mensuel en moyenne) qui bénéficie à ceux qui dépensent plus de 30% de leur revenu à leur loyer (sous condition de ressources) fonctionnera à plein régime, le micro-crédit sera renforcé etc.

Cette année, le budget de la solidarité de Paris franchira donc la barre des 2 milliards d'euros, en hausse de plus de 4,5 % par rapport à 2009. Il avait déjà augmenté de 80% sous la mandature 2001-2008.

Et au contraire du budget de l'Etat, la municipalité socialiste finance le sien. Sa dette, bien qu'en augmentation, reste en deça de la moyenne des grandes villes françaises telles que Bordeaux ou Marseille.

Et rappelons que cette dette ne concerne que les investissements puisque les collectivités n'ont juridiquement pas le droit de s'endetter pour leur fonctionnement. Si une telle règle était appliquée pour l'Etat, et au vu de sa dette qui a explosé, son action devrait tout bonnement cesser au 30 juin de l'année ! C'est pourquoi les socialistes assument la hausse des impôts de 8%, deuxième et dernière hausse d'ici à 2014, et ce pour financer les logements, les transports, les crèches, les pépinières d'entreprises, la culture etc. pour tous les parisiens, autrement dit, préparer Paris à l'après crise. Là encore, Paris fait bien mieux que Marseille ou Bordeaux où les impôts sont beaucoup plus lourds.

Toujours aussi légèrement qu'à son habitude, Jean-François Lamour parlait de « folie fiscale » alors que Mme Lagarde, faisait sa visite annuelle au Conseil de Paris...

Mais sur la thématique de l'après-crise, si la droite n'avait rien à dire, les Verts présentèrent des amendements, à grand renfort de presse, visant à démontrer l'insuffisance des choix de la municipalité en faveur du développement durable. S'appuyant sur une étude qu'ils se refusaient à rendre publique, ils réclamaient que 100 millions d'euros supplémentaires soient investis chaque année jusqu'en 2014 dans l'économie verte, affirmant que ces 400 millions créeraient plus de 45.000 emplois à Paris. Après quelques recherches, [Jean-Pierre Caffet décryptait les deux seuls tableaux](#) auxquels il fut possible d'accéder : l'étude montrait que c'était non pas 400 millions mais 9,3 milliards d'euros qu'il faudrait investir pour créer ces 45.000 emplois « à Paris, en Ile-de-France, en France ou ailleurs en Europe et dans le monde », toujours d'après l'étude.

Ces amendements furent donc repoussés. Rappelons que le Plan Climat adopté par la Ville en 2007 l'avait été à l'unanimité et que des engagements forts avaient été pris sur l'isolation thermique des logements parisiens, sur les énergies renouvelables ou encore sur les transports pour réduire les gaz à effet de serre de 25% à Paris.

Après ce vote budgétaire, on pouvait juger de la crédibilité des propositions des différents groupes politiques du Conseil de Paris...

Discussion budgétaire 2010 - A lire : les interventions de [Bertrand Delanoë](#), [Jean-Pierre Caffet](#), [Julien Bargeton](#), [Sandrine Charnoz](#), [Gauthier Caron-Thibault](#), [Frédérique Pigeon](#), [Hermano Sanches-Ruivo](#), [Pauline Véron](#), [Jacques Bravo](#)

Budget spécial de la Préfecture de Police pour 2010 - A lire : les interventions de [Sylvie Wiewiorka](#), [Jacques Bravo](#)



Au sommaire

- Un budget toujours plus solidaire adopté pour 2010
- Transports propres : quand la droite se lâche
- Une tour triangle pour 5.000 emplois nouveaux dans le 15^{ème} arrondissement
- Liens vers le site du groupe Socialiste

Transports propres : quand la droite se lâche

Après une bataille longue de 7 ans – soit toute la durée de la mandature précédente – où les élus de droite se sont acharnés contre le tramway à Paris (« un mode de transport dépassé » selon Mme de Panafieu), après avoir lutté farouchement contre les couloirs de bus, contre Vélib' et milité presque ouvertement pour laisser perdurer le « tout-automobile », la droite parisienne semblait depuis la campagne de 2008 avoir fait contre mauvaise fortune bon cœur et comme touchée par la grâce du développement des transports propres, paraissait s'être ralliée à une politique d'offre diversifiée pour tous les usagers.

Dans les discours du moins... Car une réserve de taille restait à lever, celle des financements de l'Etat, et notamment réclamer au gouvernement de venir cofinancer la prolongation du tramway dans le Nord-Est parisien, permettant non plus seulement d'aller jusqu'à la Porte de La Chapelle d'ici 2012 mais jusqu'à la porte d'Asnières en 2014. Car pour le gouvernement Fillon, Paris reste un cas à part : contrairement aux tramways de Bordeaux ou de Marseille, celui de Paris n'aura pas reçu un euro de l'Etat pour sa construction, laissant seuls les contribuables parisiens et franciliens face à ces dépenses pourtant indispensables. Or les conseillers de Paris de droite se refusent à réclamer avec les socialistes cette participation de l'Etat. Et leurs parlementaires UMP ont voté tous les budgets « transport » sans aucune proposition d'amendement pour soutenir les parisiens. Mais le double langage primait encore. Jusqu'à ce débat budgétaire de la collectivité parisienne où Laurence Douvin, conseillère UMP très en pointe sur les questions de déplacements, élue du 17^{ème} et donc concernée au premier chef par la prolongation jusqu'à la Porte d'Asnières, finissait par donner la réponse à cette absence de l'Etat : pour les élus UMP, « le tramway n'est pas prioritaire à Paris ». Dont acte. Mais sa participation au Plan de mobilisation pour les transports (ligne 13, RER, prolongation de la ligne 14 etc.) de 18 milliards préparés par la Région Ile-de-France avec les 8 départements franciliens et pour lequel il manque 6 milliards ne semble pas davantage « prioritaire » pour l'Etat qui préfère vanter un Grand huit métrophérique de 130 kms, déconnecté du réseau actuel, non financé et livré aux calendes grecques. Les parisiens et les franciliens coincés quotidiennement dans le métro ou le RER sont désormais éclairés... Et apprécieront.

A lire : l'intervention de [Claude Dargent](#)



Une tour triangle pour 5.000 emplois nouveaux dans le 15^{ème} arrondissement



Bien sûr, le débat au Conseil de Paris sur la construction de la Tour Triangle (200m de hauteur, pensé par les architectes suisses Jacques Herzog et Pierre de Meuron) à la Porte de Versailles portait d'abord sur le geste architectural ainsi projeté

mais aussi sur son insertion urbaine dans le quartier. Anne Hidalgo, 1^{ère} adjointe et en charge de l'urbanisme, a ainsi pu expliquer la force de ce projet qui, loin des dogmes, permettra à la fois de relancer le quartier des expositions de la Porte de Versailles, d'assurer la mixité urbaine entre bureaux, commerces et logements parfaitement éco-compatibles tout en créant au final pas moins de 5.000 emplois.

Si les Verts décidèrent de maintenir leur vote de refus par principe sur « les tours », la délibération fut adoptée par tous les autres groupes, après que chacun eut été rassuré sur la qualité de la concertation.

Retrouvez les interventions des élus socialistes du Conseil de Paris sur :

www.groupe-psrga-paris.fr